

Chambre des Représentants.

[SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1901.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1902 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

L'an dernier, l'honorable rapporteur du Budget des Voies et Moyens vous présentait le « Budget du centenaire »; d'un coup d'œil général, il parcourait les diverses phases financières, commerciales et industrielles par lesquelles notre pays a passé. Il en fouillait les détails, il en appréciait les conséquences et vous en exposait les brillants résultats.

Les considérations générales présentées par l'honorable rapporteur sur le système de nos impôts resteront des bases d'appréciation précieuses pour tous ceux qui voudront étudier nos Budgets.

Le Budget de 1902 a pour base les résultats de la première année du siècle, et, tandis que l'exercice 1901 clôturait une époque de prospérité extraordinaire, l'exercice 1902 inaugure une période de dépression générale. Les finances, le commerce, l'industrie, l'agriculture se trouvent atteints à des degrés divers dans tous les pays. Les finances gouvernementales subissent naturellement le contre-coup de ces pénibles circonstances.

(1) Budget, n° 4, 1.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. DENIS, HELLEPUTTE, VAN CAUWENBERG, VICTOR DELFORTE, LEFEBVRE, DALLEMAGNE.

Chez tous nos voisins, nous voyons le rendement des impôts diminuer, les charges s'accroître et les Budgets solder en déficit. Si donc, l'an dernier, arrivés au point culminant d'un heureux centenaire, nous contemplions dans le passé la prospérité toujours progressive de notre pays, nous devons aujourd'hui, de la crête de partage des deux siècles, tourner nos regards vers l'avenir.

Cet avenir est couvert de nuages, et il est difficile de discerner s'ils recèlent la rosée ou la tempête.

Il serait inutile et même présomptueux de prétendre approfondir ici cette question, mais il nous est permis d'exprimer l'espoir que notre pays surmontera la crise actuelle, comme il en a surmonté d'autres bien plus périlleuses.

Si nous examinons, en effet, notre situation financière, nous constatons des éléments de vitalité et de résistance des plus encourageants. Nous constatons que le rendement de nos impôts de consommation ne diminue pas, — que les contributions diverses se maintiennent dans la moyenne habituelle, — que les revenus du Trésor, s'ils subissent quelques réductions dans les postes industriels, s'augmentent régulièrement dans la plupart des autres, et, en résumé, que notre bilan, malgré d'importantes charges nouvelles et tout spécialement le service des pensions ouvrières, solde en boni, comme d'habitude depuis 1885.

Analysant de plus près cette situation générale, il nous a paru intéressant de mettre en relief les résultats budgétaires des dix derniers exercices.

Pour tirer de ce travail des déductions rationnelles, spécialement au point de vue du mérite de notre système fiscal et de la gestion des deniers publics, il importe d'éliminer des recettes ainsi que des dépenses tout ce qui a rapport à la régie industrielle de l'État, c'est-à-dire aux services du chemin de fer, de la poste, du télégraphe et de la marine. Ainsi raisonnait déjà l'an dernier l'honorable M. Helleputte. Mais, dans cet ordre d'idées, il faut aller plus loin que le rapporteur du Budget de 1901 ; il faut déduire des dépenses annuelles de la dette publique les charges afférentes au capital de premier établissement du chemin de fer : intérêt et amortissement des capitaux empruntés et annuités restant dues aux anciennes sociétés concessionnaires.

Ces comptes faits, les résultats budgétaires de la période décennale s'établissent comme il suit :

I.

RECETTES.

Comparaison des Voies et Moyens des exercices 1892 à 1902.

EXERCICES.	RECETTES TOTALES.	PÉAGES. (Chemins de fer, Postes, Télégraphes et Marine.)	RECETTES NETTES.	DIFFÉRENCES d'une année à l'autre.	Observations.
1892	347,263,878 »	151,929,566 »	195,334,312 »	°	
1893	352,284,746 »	158,394,841 »	193,889,905 »	— 1,444,407 »	
1894	362,599,823 »	166,587,778 »	196,012,045 »	+ 2,122,140 »	
1895	372,135,999 »	169,161,050 »	202,974,949 »	+ 6,962,904 »	
1896	388,657,583 »	175,428,493 »	213,229,090 »	+ 10,254,141 »	
1897	430,839,643 »	186,537,024 »	244,302,619 »	+ 31,073,529 »	
1898	439,281,906 »	205,780,514 »	233,501,392 »	— 10,801,227 »	
1899	469,031,405 »	223,712,050 »	245,319,355 »	+ 11,817,963 »	
1900	492,553,500 »	230,418,300 »	262,135,200 »	+ 16,815,845 »	
1901	(¹) 488,429,760 »	232,883,620 »	255,546,140 »	— 6,589,060 »	(¹) Prévisions.
1902	(¹) 489,040,050 »	231,790,230 »	257,249,820 »	+ 1,703,680 »	
De 1892 à 1902, la progression totale s'élève à . . . fr.				61,913,508 »	
soit une moyenne annuelle de 6,000,000 de francs environ.					

Il semble inutile d'entrer ici dans le détail des fluctuations des diverses recettes et d'étudier les causes toujours plus ou moins aléatoires des augmentations ou des diminutions qui se manifestent chaque année sous l'une ou l'autre rubrique; il suffit à notre tâche de faire la double constatation que voici :

D'une part, grâce à sa complexité qui n'a d'ailleurs rien d'excessif, notre système d'impositions, atteignant la richesse soit à l'occasion des transmissions du capital, comme les droits de mutation entre vifs et de succession, — soit du côté du revenu, comme les contributions directes, — soit en s'adressant aux consommations qui ne sont pas indispensables à l'existence, comme les droits de douane et d'accise, — ce système, disons-nous, a la vertu d'assurer à l'État un ensemble de voies et moyens stable et tendant sans cesse vers l'accroissement.

D'autre part, nos impôts — les plus modérés de l'Europe — dont la perception est gouvernée par la règle générale de la déclaration du contribuable avec le correctif d'un contrôle prudent, se paient facilement et n'entravent en rien le commerce, l'industrie, les transactions privées ni aucune manifestation de la vie économique.

A l'appui des propositions qui précèdent, nous nous bornerons à signaler deux faits qui, dans l'état de crise actuelle, ont une portée probante incontestable :

En premier lieu, à la différence de ce qui se passe dans la généralité des

pays voisins, le rendement des impôts pendant les dix premiers mois de l'exercice en cours permet d'escompter un certain boni budgétaire;

En second lieu, les statistiques de nos transactions commerciales avec l'étranger ⁽¹⁾, de la navigation maritime ⁽²⁾ et des transports par le chemin de fer ⁽³⁾ — réserve faite en ce qui concerne la houille — ainsi que les opérations de la Caisse générale d'épargne et de retraite ⁽⁴⁾ attestent, par la comparaison des chiffres de 1901 avec ceux de 1900, que l'activité économique du pays envisagé dans son ensemble et la situation générale des classes laborieuses ne souffrent pas autant qu'on aurait pu le craindre de la crise économique.

II.

DÉPENSES.

Comparaison des Budgets de dépenses (service ordinaire) de 1892 à 1902.

EXERCICES.	TOTAL DES DÉPENSES.	DÉPENSES des chemins de fer, des postes et télégraphes et de la marine et charges de la Dette publique.	AUTRES DÉPENSES.	DIFFÉRENCES d'une année à l'autre.	Observations.
1892	341,004,345 »	156,461,535 »	184,542,810 »	—	
1893	344,700,642 »	157,042,043 »	187,657,999 »	+ 3,115,189 »	
1894	353,339,627 »	162,799,172 »	190,540,455 »	+ 2,882,456 »	
1895	364,819,106 »	170,023,590 »	194,795,576 »	+ 4,255,121 »	
1896	382,554,296 »	164,598,469 »	218,155,827 »	+ 23,560,251 »	
1897	423,068,629 »	178,566,884 »	246,501,745 »	+ 28,345,918 »	
1898	427,180,956 »	193,223,620 »	233,957,327 »	— 12,544,418 »	
1899	431,450,248 »	211,596,345 »	239,853,903 »	+ 5,876,576 »	
1900	481,587,515 »	234,814,827 »	246,772,688 »	+ 6,918,785 »	Compte provisoire.
1901	488,047,973 »	229,334,205 »	258,713,768 »	+ 11,941,080 »	Prévisions.
1902	488,344,403 »	223,401,287 »	262,943,116 »	+ 4,229,348 »	Id.
De 1892 à 1902, la progression s'élève à . . . fr.				78,400,506 »	

(1) Pour les dix premiers mois de l'année courante, l'ensemble de nos échanges est en légère augmentation sur l'année dernière, tandis qu'en Angleterre et en Allemagne, par exemple, il y a une diminution de 2 à 5 %.

(2) Le tonnage des navires à l'entrée et à la sortie de nos ports est supérieur de 9 % à celui constaté en 1900.

(3) Abstraction faite des transports de houille, le nombre des wagons transporté par chemin de fer à la date du 9 novembre 1901 est supérieur de 1931 au nombre constaté à la date correspondante de l'année dernière.

(4) Pour les sept premiers mois de 1901, l'excédent des dépôts sur les remboursements dépasse 56 millions.

Ici encore, il serait superflu d'examiner en détail les chiffres et les causes des augmentations.

C'est presque une banalité de faire remarquer que les dépenses d'administration générale croissent inévitablement en raison de l'accroissement de la population et des besoins publics.

Le facteur le plus intéressant à signaler, en présence du tableau qui précède, ce sont les dépenses *exceptionnelles* inscrites à partir de 1895 aux budgets des divers services. Précédemment, ces dépenses étaient mises à charge du Budget extraordinaire, encore qu'elles n'eussent pas pour objet le développement et l'amélioration de l'outillage économique de la nation; depuis six ans, elles sont imposées aux budgets ordinaires, en sorte qu'elles sont couvertes entièrement par les ressources ordinaires du Trésor. Pendant cette période de temps, les dépenses exceptionnelles ont atteint une moyenne annuelle de 15 millions environ; on en trouvera le détail dans le tableau ci-après.

Pour le surplus, voici, en chiffres ronds, les principales augmentations des dépenses ordinaires :

Service de la Dette publique	fr. 9,000,000 »
Rémunération en matière de milice	7,000,000 »
Pensions de retraite	4,000,000 »
Service judiciaire, cultes et bienfaisance	5,500,000 »
Enseignement supérieur, moyen et primaire	6,500,000 »
Agriculture et voirie vicinale	4,000,000 »
Services de l'industrie et du travail (inspection du travail, enseignement industriel et professionnel, etc.)	1,500,000 »
Pensions de vieillesse	12,500,000 »
Armée	2,000,000 »
Gendarmerie	3,000,000 »
Entretien des routes et des voies navigables	2,000,000 »

* * *

Il nous reste maintenant à relever les bilans annuels de la période décennale que nous avons considérée.

On trouvera dans le tableau ci-après : d'une part, le boni effectif constaté pour chaque exercice jusqu'en 1900 et celui présumé de 1901; d'autre part, le chiffre que le boni eût atteint chaque année en l'absence des deux réformes introduites depuis 1895 et 1866 dans la comptabilité budgétaire, savoir :

- a) incorporation des dépenses exceptionnelles au Budget ordinaire;
- b) attribution au Budget extraordinaire des fonds non employés au rachat de titres de la Dette publique, lesquels fonds étaient jadis versés en recette au Budget des Voies et Moyens.

EXERCICES.	BONIS EFFECTIFS.	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.	FONDS D'AMORTISSEMENT attribués au Budget extra- ordinaire.	TOTAL.	Observations.
1892	6,259,552 77	•	•	6,259,552 77	
1893	7,584,105 45	•	•	7,584,105 45	
1894	9,260,196 54	•	•	9,260,196 54	
1895	7,516,855 05	3,885,627 24	•	11,202,460 20	
1896	6,105,286 56	14,586,988 70	5,641,994 66	24,152,270 01	
1897	5,771,014 45	25,752,150 57	5,120,600 62	34,023,765 62	
1898	12,100,949 55	10,771,544 26	5,245,708 17	28,118,001 98	
1899	17,573,266 77	15,749,558 •	2,315,828 57	55,658,053 14	
1900	12,021,571 04	17,563,756 20	505 59	29,585,053 53	
1901	(1) 2,000,000 •	15,195,221 05	559 36	17,195,580 41	(1) Boni présumé.
	85,990,754 84	101,084,646 11	16,524,796 57	205,400,197 52	

Ainsi, nonobstant l'affectation d'une somme totale de 101 millions de francs à des dépenses exceptionnelles et l'abandon d'une recette de 16 millions dont le Budget des Voies et Moyens a été diminué, le Gouvernement a réalisé, durant la dernière période décennale, des bonis dépassant au total 83 millions de francs. Cette somme ayant été consacrée au paiement de dépenses extraordinaires, il en résulte, pour le Budget ordinaire, un allègement de 2 1/2 millions environ annuellement, soit l'intérêt à 3 % du capital qui, en l'absence des bonis, aurait dû être demandé à l'emprunt.

*
* * *

De tout ce qui précède, il est permis de conclure que notre situation budgétaire repose sur des bases solides, et — pour autant qu'on puisse augurer des circonstances prochaines — que nous n'avons à redouter aucun mécompte grave par le fait de la crise économique actuelle.

La décade que nous venons de passer en revue est certes la phase la plus brillante que nos annales financières aient eu à enregistrer, et il n'est que juste d'en féliciter l'honorable Ministre des Finances.

Il convient d'ajouter que les conjonctures présentes imposent au Gouvernement et aux Chambres le devoir de se montrer prudents dans la création de nouvelles charges et dans l'augmentation des crédits budgétaires existants.

Discussion des articles.

Patentes. — Les modifications au règlement des patentes proposées à l'article 1^{er} ont provoqué dans les sections certaines observations.

Quelques membres ont vu une atteinte à une loi organique dans les modifications qui exonèrent les petits traitements en chargeant légèrement les émoluments de fonctions accessoires et lucratives.

A ce point de vue, a-t-on dit, les propositions qui sont jointes au Budget devraient faire l'objet d'un projet de loi ou au moins d'un rapport séparé.

D'autre part, certains membres ont critiqué la limite des traitements exonérés, fixée à 1,200 francs.

A ces deux ordres d'objections la réponse est facile.

Il ne s'agit pas ici de modification de principe à une loi organique.

En effet, nos lois sur la patente exemptent les ouvriers et les artisans travaillant avec l'aide des membres de leur famille. N'est-il pas légitime d'assimiler à ces ouvriers ou à ces artisans les employés dont le salaire ne dépasse pas le gain moyen d'un bon ouvrier ordinaire? En évaluant ce gain à 4 francs par jour, pour 300 jours, on arrive à cette limite de 1,200 francs fixée par le Gouvernement.

Quel avantage y aurait-il dès lors à faire de cette assimilation un projet spécial ou un rapport séparé? Le seul avantage serait de donner satisfaction à un formalisme exagéré, mais, par contre, l'inconvénient très grave serait de retarder indéfiniment une solution bienfaisante, impatiemment attendue par une nombreuse catégorie de petits salariés dont la situation fiscale est évidemment anormale.

Ne lâchons pas la proie pour l'ombre, a dit un de nos collègues en section. Ne refusons donc pas, sous prétexte de formalisme, une mesure bienfaisante dont le Gouvernement prend l'initiative.

En ce qui concerne l'augmentation de la patente des administrateurs et commissaires de sociétés, fonctions accessoires et lucratives, il est rationnel de leur appliquer les mêmes règles qui régissent l'imposition sur les bénéfices distribuables aux actionnaires. La base de la répartition des deux impositions est la même, elle est absolument contrôlable, et les sociétés ne peuvent pas plus dissimuler les traitements que touchent leurs administrateurs sur les bénéfices, qu'elles ne peuvent dissimuler les bénéfices distribués à leurs actionnaires et imposés par la loi fiscale.

Dissimuler l'un ou l'autre de ces postes du bilan constituerait une falsification d'écritures qui tomberait sous l'application de la loi pénale.

Valeurs mobilières. — L'an passé, le rapport du Budget des Voies et Moyens a exposé et discuté cette question délicate, à laquelle le Gouvernement a répondu « que le problème très complexe de l'impôt sur les valeurs » mobilières faisait l'objet de ses préoccupations et qu'il serait résolu à son » heure ».

En attendant, il est une imposition qui peut être proposée sans difficulté

ni retard : c'est l'imposition sur les bénéfices des sociétés étrangères opérant en Belgique.

Il est, en effet, telle de ces sociétés, faisant chez nous concurrence à nos sociétés nationales et récoltant sur notre sol le plus clair de leurs bénéfices, qui ne paient sur ces bénéfices qu'un impôt insignifiant relativement à celui qui atteint nos propres sociétés. Cette situation donne lieu à de justes réclamations.

La Section centrale insiste donc pour que, conformément à ses promesses, le Gouvernement saisisse la Chambre, le plus tôt possible, d'un projet de loi assimilant les sociétés étrangères aux sociétés belges à l'égard de la patente.

Aucune observation n'a été faite sur les articles 2 et 3.

L'article 4 donne satisfaction à un vœu formulé au cours de la discussion du Budget des Voies et Moyens pour 1901 ; aussi a-t-il reçu dans toutes les sections un accueil favorable.

Un membre de la Section centrale a attiré l'attention du Gouvernement sur la question de savoir s'il n'y a pas moyen de supprimer ou de modérer considérablement le droit de quittance sur l'acte constatant un paiement en exécution d'un contrat, lorsque ce contrat lui-même a subi un droit proportionnel d'enregistrement.

Sucreries. — Une crise pénible sévit en ce moment dans l'industrie sucrière. Le prix du sucre est tombé à un taux qui n'avait jamais été pratiqué jusqu'ici : de 22 à 23 francs les 100 kilos, il est tombé à 18 francs. De vives appréhensions se manifestent au sujet des conditions auxquelles pourront se conclure les prochains contrats relatifs à la fourniture des betteraves.

Ces appréhensions se sont manifestées dans les sections. Des observations ont été présentées relatives à la prise en charge, que les fabricants de sucre voudraient voir réduire.

Le taux de la prise en charge est un facteur qui intéresse à la fois la production de la betterave, la fabrication du sucre et le commerce de ce produit. On conçoit donc que le Gouvernement ne puisse se résoudre à modifier ce facteur, après coup, au profit d'une seule des parties en cause, et que, dès lors, il ne lui soit pas possible de réduire la prise en charge pour la campagne en cours.

Mais il n'en est pas de même pour la campagne prochaine, et la Section centrale appelle sur cet objet toute l'attention et toute la sollicitude du Gouvernement. On sait que la Conférence des sucres est à la veille de tenir une nouvelle session. Mais on n'a dès à présent aucune assurance qu'un accord dans le sens de la réduction des primes — cause principale de la crise de surproduction — puisse s'établir entre les nations intéressées.

Cet accord se produit-il même, les conséquences qui en résulteraient ne pourraient être introduites dans la législation sucrière pour la campagne 1902-1903.

Nous estimons donc que des mesures devraient être prises, en tout état de cause, afin d'améliorer la situation actuelle au moyen de dispositions qui pourraient être appliquées immédiatement et dont l'effet pourrait être limité à une seule campagne.

La Section centrale préconise, comme l'une des mesures à prendre, une réduction de la prise en charge pour la campagne 1902-1903, étant bien entendu que cette réduction sera établie de telle façon que les planteurs de betteraves en profitent.

Péages sur les rivières et canaux. — Depuis plusieurs années, la question de l'abolition des péages revient fréquemment dans les rapports sur le Budget.

Il est vrai que les péages sur les voies navigables sont corrélatifs aux dépenses qu'entraîne la manœuvre des écluses et autres ouvrages hydrauliques et qu'en fait le produit des taxes représente à peine les frais de ce service permanent. Mais, d'autre part, il faut reconnaître que la batellerie a peu de marge pour équilibrer ses recettes et ses dépenses; il faut remarquer aussi que, pour l'industrie belge, le transport à bon marché est d'une importance considérable.

La Section centrale croit donc devoir rappeler encore cette question à la sollicitude du Gouvernement.

Si l'on peut opposer à l'abolition des péages les dépenses du service de la navigation et l'équilibre du Budget, le Gouvernement voudra bien reconnaître que la batellerie est, en tout cas, fondée à réclamer l'amélioration progressive de notre réseau de voies navigables et à protester contre des tarifs exceptionnels et de faveur qui, sans intérêt réel pour l'industrie ou le railway, tendraient à détourner au profit de ce dernier des transports revenant normalement à la navigation.

Douanes. — Prochainement, nous allons avoir à renouveler les traités de commerce. Le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce s'est occupé de cette question. Il en a fait une étude approfondie; ses rapports et ses discussions ont été publiés, et de ces études est sorti un message à l'honorable Ministre des Affaires Étrangères sous la date du 12 juin 1901. J'en extrais les renseignements qui suivent :

Une commission formée des représentants des dix groupes du Conseil supérieur s'est livrée à une enquête écrite et à des enquêtes verbales.

Les aspirations et les vœux qui se sont révélés dans ces enquêtes paraissent parfois contradictoires, mais il en ressort que le point capital de tout arrangement soit par traité, soit par simple convention, est de nous assurer partout l'égalité de traitement avec la nation la plus favorisée.

La clause du traitement de la nation la plus favorisée doit donc être absolue. Toute faveur, toute immunité, toute réduction de tarif de droits d'entrée, que la puissance avec laquelle nous contracterons accordera à une puissance tierce, devra être étendue immédiatement et sans condition aux produits belges.

Un des dix groupes du Conseil supérieur, tout en insistant sur la nécessité

pour notre pays de maintenir loyalement une politique de liberté commerciale, demande l'exclusion, du bénéfice de la clause du traitement de la nation la plus favorisée, des produits industriels jouissant dans le pays d'origine d'un régime fiscal de faveur bénéficiant de ristournes ou de primes d'exportation, ainsi que la faculté pour la Belgique d'éliminer ces produits des tarifs annexés aux traités

Le Conseil supérieur croit devoir attirer la sérieuse attention du Gouvernement sur ce point spécial.

En prévision de la revision des traités de commerce, le Gouvernement est saisi de pétitions émanant de diverses industries.

Quelques-unes ont fait l'objet des rapports de la Commission permanente de l'industrie. La Section les recommande à la bienveillante sollicitude du Gouvernement.

Questions posées au Gouvernement.

Un membre de la Section centrale a demandé de poser au Gouvernement les questions suivantes :

1. Quelle est la production totale des eaux-de-vie indigènes constatée jusqu'ici dans l'exercice 1901; quelles sont les quantités exportées; quels seront les résultats probables de la fin de l'exercice?

On prie de tenir compte de la distinction des distilleries agricoles et des distilleries non agricoles et des alcools industriels. A quelle production correspondent les prévisions budgétaires de 1902?

2. Quelles ont été, en 1901, les variations mensuelles des espèces et lingots, des valeurs étrangères et du portefeuille belge, mises en rapport avec les variations du taux de l'escompte à la Banque Nationale?

3. Quel a été, en 1901, le produit des droits de succession mis en rapport avec les prévisions budgétaires?

4. Quelles sont les causes du retard dans le dépôt du projet de loi sur la contribution foncière, dépôt qui était annoncé pour la session dernière, et du projet de loi sur le revenu des valeurs mobilières, annoncé dès le 20 décembre 1894 et le 13 février 1895?

Voici les réponses faites à deux de ces questions :

2^e QUESTION.

On a relevé, dans le tableau ci-après, d'après les situations de la Banque Nationale de Belgique publiées hebdomadairement au *Moniteur belge*, le montant, à la fin de chaque mois de 1901 et au 14 novembre courant :

A) Des espèces et lingots en caisse;

B) Du portefeuille étranger;

C) Du portefeuille belge,

mis en regard du taux de l'escompte aux mêmes dates (traites acceptées).

DATES.	ESPÈCES ET LINGOTS.	PORTFEUILLE ÉTRANGER.	PORTFEUILLE BELGE.	TAUX DE L'ESCOMPTE.
31 janvier	109,277,316 74	147,047,673 78	381,432,163 16	4 % (depuis le 8 février 1900).
28 février	108,229,655 62	157,958,201 72	535,525,860 15	5 1/2 % (depuis le 9 février 1901).
28 mars	109,503,160 40	159,045,762 11	529,955,846 88	Id.
25 avril	109,273,417 58	160,638,752 36	522,279,374 05	Id.
30 mai	109,037,444 52	158,897,961 41	523,824,745 57	Id.
27 juin	109,937,343 75	164,174,622 14	519,173,627 84	5 % (depuis le 15 juin 1901).
25 juillet	111,499,523 14	165,506,791 12	551,813,628 97	Id.
29 août	114,760,738 49	163,762,868 26	521,880,960 89	Id.
26 septembre	113,360,546 77	162,840,946 95	508,319,253 .	Id.
30 octobre	112,287,358 44	164,817,740 47	545,737,589 84	Id.
14 novembre	114,221,826 16	162,276,528 25	524,933,393 95	Id.

3^e QUESTION.

Pour les neuf premiers mois de 1901, la comparaison des recettes avec les prévisions budgétaires donne les résultats suivants :

	Recettes au 30 septembre	Prévisions budgétaires (*/11).
1. Droits de succession fr.	12,249,320 »	12,825,000 »
2. Droits de mutation sur les successions en ligne droite	1,903,441 »	1,725,000 »
3. Droits dus par les époux survivants .	296,027 »	240,000 »
	14,448,788 »	14,790,000 »

EN MOINS sur les prévisions : 341,212 francs.

L'honorable Ministre des Finances répondra en cours de discussion aux deux questions restantes.

Vote des sections et de la Section centrale.

1^{re} section — L'ensemble du Budget est adopté par cinq voix contre quatre.

2^e section. — Le Budget est adopté à l'unanimité.

3^e id. — Le Budget est adopté à l'unanimité.

4^e id. — Le Budget est adopté par neuf voix et deux abstentions.

5^e id. — Le Budget est adopté par huit voix contre deux.

6^e id. — Le Budget est adopté par huit voix et une abstention.

A son tour, la Section centrale a adopté le Budget et le rapport à l'unanimité moins une voix.

Elle a l'honneur de proposer à la Chambre d'adopter le Budget.

Le Rapporteur,
JULES DALLEMAGNE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 NOVEMBER 1901.

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

Verleden jaar, bood de achtbare verslaggever over de Begrooting van 's Lands Middelen u de « honderdjarige Begrooting » aan, en met eenen algemeenen oogslag doorliep hij de verschillende tijdvakken op financieel handels- en nijverheidsgebied, door ons land beleefd. Hij doorgrondde de bijzonderheden, beoordeelde de gevolgen en vertoonde u de schitterende uitslagen.

De algemeene beschouwingen van den achtbaren verslaggever, over het stelsel van onze belastingen, zullen kostbare grondslagen tot waardeering zijn voor alwie onze Begrootingen wil bestudeeren.

De Begrooting voor 1902 is gesteund op de uitslagen van het eerste jaar der nieuwe eeuw, en terwijl het dienstjaar 1900 een tijdstip van buitengewonen voorspoed sloot, huldigt het dienstjaar 1901 een tijdvak van algemeenen achteruitgang in. Financiën, handel, nijverheid, landbouw worden in verschillende mate in alle landen getroffen. Natuurlijk ondergaan 's lands financiën den invloed van die pijnlijke omstandigheden.

⁽¹⁾ Begrooting, n° 4, I.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren DENIS, BELLEPUTTE, VAN CAUWENBERGH, VICTOR DELPORTE, LEFEBVRE, DALLEMAGNE.

Bij al onze naburen vermindert de opbrengst der belastingen, nemen de lasten toe en sluiten de Begrotingen met een tekort. Zoo wij dus verleden jaar, aan het toppunt van eene gelukkige eeuw gekomen, in het verledene de steeds toenemende welvaart van ons land overzagen, thans moeten we, van de scheidgrens der twee eeuwen, onze blikken naar de toekomst wenden.

Die toekomst is overtrokken met wolken, en 't valt lastig te onderscheiden of ze dauw dan wel storm omhullen.

Nutteloos en zelfs aanmatigend ware 't hier dit vraagstuk te willen doorgronden, doch het is ons veroorloofd de hoop uit te drukken dat ons land deze crisis zal te boven komen, zooals vroeger veel gevaarlijkere.

Trouwens, zoo wij onzen financiëlen toestand onderzoeken, vinden we hoogst aanmoedigende bestanddeelen van levens- en weerstandkracht. We bevinden dat de opbrengst onzer verbruiksbelastingen niet afneemt, dat de verschillende belastingen niet afwijken van 't gewoon middelcijfer, dat het inkomen der Schatkist, zoo het eenigszins vermindert in de nijverheidsposten, voor 't meerendeel der andere regelmatig aangroeit, en, kortom, dat ons bilan, ondanks aanzienlijke nieuwe lasten en inzonderheid den dienst der arbeiderspensioenen, als naar gewoonte sedert 1885, een batig slot oplevert.

Dien algemeenen toestand wat meer van nabij beschouwende, kwam het ons belangrijk voor de uitslagen der begrooting in de tien jongste dienstjaren te vergelijken.

Om eene redematige gevolgtrekking uit dien arbeid af te leiden, vooral met het oog op de verdienste van ons fiscaal stelsel en van 't beheer der openbare penningen, dient uit de ontvangsten en uit de uitgaven geweerd alles wat in verband staat met het nijverheidsbeheer van den Staat, dat is : de dienst van spoorweg, post, telegraaf en zeewezen. Zoo redeneerde reeds verleden jaar de achtbare heer Helleputte; doch in die orde van denkbeelden, dient men verder te gaan dan de verslaggever over de Begrooting voor 1904; van de jaarlijksche uitgaven der openbare schuld dienen de kosten van 't kapitaal tot eerste inrichting des spoorwegs afgetrokken : interest en uitdelging van ontleende kapitalen en overblijvende jaarlijksche renten, verschuldigd aan vroegere concessiehoudende maatschappijen.

Na gemaakte rekening, zijn de begrootingsuitslagen voor het tienjarig tijdvak als volgt :

I.

ONTVANGSTEN.

Vergelijking der Middelen voor de dienstjaren 1892 tot 1902.

DIENSTJAAR.	ALGEMEENE ONTVANGST.	VERVOERPRIJZEN (Spoorweg, Post, Telegraaf en Zeewezen.)	REIWE ONTVANGST.	VERSCHIL van het eene jaar tot het andere.	Aanmerkingen.
1892	547,265,878	151,929,566	195,554,512	.	
1893	352,284,746	158,594,841	195,889,905	— 1,444,407	
1894	362,599,823	166,587,778	196,012,045	+ 2,122,140	
1895	372,135,999	169,161,050	202,974,949	+ 6,962,904	
1896	388,657,583	175,428,495	213,229,090	+ 10,254,141	
1897	430,859,643	186,557,024	244,302,619	+ 31,073,529	
1898	439,281,906	205,780,514	235,501,392	— 10,801,227	
1899	469,031,405	225,712,050	245,519,355	+ 11,817,963	
1900	492,553,500	250,418,500	262,135,200	+ 16,815,845	
1901	(¹) 488,429,760	232,885,620	255,546,140	— 6,580,060	(¹) Vooruitzichten.
1902	(¹) 489,040,050	251,790,250	257,249,820	+ 1,703,680	
Van 1892 tot 1902, bedraagt de totale toeneming. . . fr.				61,915,508	
dus jaarlijks gemiddeld nagenoeg 6,000,000 frank.					

't Schijnt onnoodig hier de bijzonderheden op te geven van de verandering in de onderscheidene ontvangsten en de steeds min of meer wisselvallige oorzaken der vermeerderingen of verminderingen te bestudeeren, die ieder jaar onder de eene of andere rubriek voorkomen; voor ons volstaat het te doen uitschijnen dat :

Eenerzijds, dank aan zijne volstrekt niet overdreven veelzijdigheid, ons stelsel van belastingen, die den rijkdom treffen, hetzij naar aanleiding van overdracht des kapitaals, zooals de rechten op overdracht onder de levenden en van erfenis, — hetzij vanwege het inkomen, als rechtstreeksche belastingen, — hetzij op verbruiksartikelen, die niet onontbeerlijk zijn voor 't bestaan, zooals tol- en accijnsrechten, — dat stelsel, zeggen wij, levert dit voordeel op dat het den Staat bestendige middelen verzekert, die steeds naar toeneming streven.

Anderzijds worden onze belastingen, — de meest gematigde in Europa, — welker inning gesteund is op den algemeenen regel van aangifte door den schatplichtige, met de verzachting van een gematigd toezicht, gemakkelijk betaald en belemmeren geenszins den handel, de nijverheid, de private handelsbedrijven noch eenige uiting van het huishoudkundig leven.

Tot staving van het vorenstaande, wijzen wij enkel op twee feiten, die onbetwistbaar eene afdoende beteekenis hebben in de bestaande crisis :

Vooreerst veroorlooft — wat niet het geval is in schier alle naburige

landen — de opbrengst der belastingen gedurende de tien eerste maanden van 't loopende dienstjaar, een batig slot voor de Begrooting te voorzien.

In de tweede plaats, bewijzen de statistieken van onze handelsbetrekkingen met den vreemde ⁽¹⁾, van de zeevaart ⁽²⁾ en van 't vervoer per spoorweg ⁽³⁾ — mits voorbehoud van de kolen — alsmede de verrichtingen der algemeene Spaar- en lijfrentekas, door vergelijking der cijfers van 1901 met die van 1900, dat de huishoudkundige bedrijvigheid des lands over 't geheel en de algemeene toestand der arbeidende klassen niet zoozeer door de huishoudkundige crisis lijden als te duchten kon zijn.

II.

UITGAVEN.

Vergelijking der Begrotingen van uitgaven (gewone dienst) van 1892 tot 1902.

DIENSTJAAR.	ALGEMEENE UITGAVEN.	UITGAVEN van spoorweg, post en telegraaf en van 't zeewezen en lasten der openbare Schuld.	ANDERE UITGAVEN.	VERSCHIL van het eene jaar tot het andere.	Aanmerkingen.
1892	341,004,345	156,401,535	184,542,810	—	
1893	344,700,042	157,042,643	187,657,999	+ 3,115,189	
1894	353,339,627	162,799,172	190,540,455	+ 2,882,456	
1895	364,819,166	170,023,590	194,795,576	+ 4,255,121	
1896	382,554,296	164,398,469	218,155,827	+ 23,360,251	
1897	425,068,620	178,566,884	246,501,745	+ 28,345,918	
1898	427,180,956	193,223,620	233,957,327	— 12,544,418	
1899	451,430,248	211,596,345	239,833,903	+ 5,876,576	
1900	481,587,515	234,814,827	246,772,688	+ 6,938,785	Voorloopige rekening.
1901	488,047,973	229,534,205	258,715,768	+ 11,941,080	Vooruitzichten.
1902	488,544,403	225,401,287	262,943,116	+ 4,229,348	Id.
Van 1892 tot 1902, bedraagt de toeneming . . fr.				78,400,306	

(1) Voor de tien eerste maanden van 't loopende jaar, staan onze gezamenlijke ruilingen eenigszins hooger dan verleden jaar, terwijl er bij voorbeeld in Engeland en Duitschland 2 tot 3 % vermindering is.

(2) De tonnenmaat der schepen, in of uit onze havens gevaren, is 9 % grooter dan in 1900.

(3) Daargelaten het vervoer van kolen, werden tot 9 November 1901, 1,931 meer waggons per spoorweg vervoerd dan tot denzelfden datum van verleden jaar.

(4) Voor de zeven eerste maanden van 1900 is er 36 millioen meer storting dan uitkeering.

Hier nogmaals, ware 't overbodig de bijzonderheden te onderzoeken van de cijfers en de oorzaken der toeneming

't Komt schier als eene alledaagsche opmerking voor, dat de uitgaven voor algemeen beheer onvermijdelijk toenemen naar gelang der toeneming van de bevolking en van de openbare behoeften.

De gewichtigste aanleidende oorzaak, gezien bovenstaande tabel, zijn de *uitzonderlijke* uitgaven, te rekenen van 1895, op de begrootingen der verschillende diensten. Vroeger vielen die uitgaven de buitengewone Begrooting ten laste, schoon ze niet strekten tot uitbreiding en verbetering van 's lands huishoudkundige middelen; sedert zes jaar, worden zij op de gewone begrootingen gebracht, zoodat ze volkomen door de gewone middelen der schatkist worden bestreden. In dat tijdvak, bereikten de *uitzonderlijke* uitgaven gemiddeld nagenoeg 15 millioen per jaar. Bijzonderheden daarover in onderstaande tabel.

Zich hier overigens in ronde cijfers de voornaamste verhoogingen der gewone uitgaven :

Dienst der openbare Schuld	fr. 9,000,000 »
Vergelding in militiezake	7,000,000 »
Pensioen na ontslag	4,000,000 »
Gerechtsdienst, eerediensten en weldadigheid	5,500,000 »
Hooger, lager en middelbaar onderwijs	6,500,000 »
Landbouw en buurtwegen	4,000,000 »
Diensten van nijverheid en arbeid (arbeidstoezicht, nijverheids- en vakonderwijs, enz.).	1,500,000 »
Ouderdomspensioenen	12,500,000 »
Leger	2,000,000 »
Gendarmerie	3,000,000 »
Onderhoud van wegen en bevaarbare wateren	2,000,000 »

*
* *

Thans hoeven we nog de jaarbilan's op te nemen voor het door ons overziene tienjarig tijdvak.

In de navolgende tabel vindt men : eenerzijds het werkelijk batig slot voor ieder diensjaar tot in 1900 en het vermoedelijke voor 1901; anderzijds het cijfer dat het batig slot ieder jaar bereikt zou hebben, zonder de twee hervormingen, sedert 1895 en 1866 in de begrootings-boekhouding ingevoerd, te weten :

- a) Invoeging van de *uitzonderlijke* uitgaven bij de gewone Begrooting;
- b) Toekenning aan de buitengewone Begrooting, van de fondsen, niet gebruikt voor afkoop van titelen der openbare Schuld, welke fondsen vroeger in de ontvangsten der Begrooting van 's Lands Middelen werden gestort.

DIENTJAAR.	WEZENLIJK BATIG SLOT	UITZONDERLIJKE UITGAVEN.	UIT- DELINGSFONDS aan de buitengewone Begrooting toegekend.	TE ZAMEN.	Aanmerkingen.
1892	6,259,552 77	•	•	6,259,552 77	
1893	7,584,103 43	•	•	7,584,103 43	
1894	9,260,196 34	•	•	9,260,196 34	
1895	7,516,833 05	3,885,627 24	•	11,202,460 29	
1896	6,103,286 56	14,380,988 70	3,641,994 66	24,152,270 01	
1897	5,771,014 45	25,732,150 57	5,120,600 62	34,623,765 62	
1898	12,100,949 55	10,771,344 26	5,245,708 17	28,118,001 98	
1899	17,573,206 77	15,740,558 •	2,315,828 37	35,638,653 14	
1900	12,021,571 04	17,363,756 20	305 39	29,385,633 53	
1901	(¹) 2,000,000 •	15,195,221 05	350 36	17,195,580 41	(¹) Vermoedelijk ba- tig slot.
	85,990,754 84	101,084,646 11	16,324,796 57	203,400,107 52	

Zoodat, niettegenstaande eene totale som van 101 millioen frank werd besteed aan uitzonderlijke uitgaven en eene ontvangst van 16 millioen afge-
staan, waarmede de Begrooting van 's Lands Middelen werd verminderd, de
Regeering in het jongste tienjarig tijdvak meer dan 85 milloen batig slot
uitspaarde. Die som werd besteed aan buitengewone uitgaven, waaruit voor
de gewone Begrooting eene verlichting van nagenoeg 2 1/2 milloen volgt, of
de interest tegen 3 %, van een kapitaal dat, zonder batig slot, ontleend
moest worden.

*
* *

Uit al het vorenstaande mag worden besloten dat onze begrootingstoestand
op hechte grondslagen steunt, en, voor zooveel we van aanstaande omstan-
digheden mogen verwachten, dat we geene erge misrekening hebben te
duchten ten gevolge van de bestaande huishoudkundige crisis.

Het zoo even overziene tiental jaren is voorzeker het schitterendste tijdvak,
waarop onze financiële jaarboeken te wijzen hebben, en 't is niet meer dan
billijk den achtbaren Minister van Financiën daarmede geluk te wenschen.

Hier dient bijgevoegd dat de tegenwoordige omstandigheden het de Regee-
ring en de Kamers tot plicht maken voorzichtig om te gaan met het
invoeren van nieuwe lasten en 't verhoogen der bestaande begrotingskre-
dieten.

Beraadslaging over de artikelen.

Patenten. — In de afdeelingen werden zekere aanmerkingen gemaakt over de wijzigingen, onder artikel 1 voorgesteld aan de regeling der patenten.

Eenige leden zagen in de wijzigingen, die de kleine jaarwedden ontslaan en de winsten van bijkomende en opbrengende ambten eenigszins verzwaren, eene inbreuk op eene organieke wet.

In dat opzicht, werd gezegd, zou over de aan de Begrooting toegevoegde voorstellen een afzonderlijk ontwerp van wet of ten minste een afzonderlijk verslag dienen overgelegd.

Anderzijds keuren zekere leden de grens der ontslagen jaarwedde, op 1,200 frank beperkt, af.

't Is gemakkelijk, op beide soorten van tegenwerpingen te antwoorden.

Hier geldt het geen beginsel of geene wijziging van eene organieke wet.

Trouwens, onze wetten op het patent ontslaan alle werk- en ambachtslieden, die met behulp der leden van hun gezin arbeiden. Is 't niet billijk, beambten, wier loon niet meer bedraagt dan de gemiddelde winst van een goed gewoon werkman, met dezen gelijk te stellen. Die winst geschat op 4 frank per dag, voor driehonderd dagen, geraakt men tot die grens van 1,200 frank, door de Regeering bepaald.

Welk voordeel zou het dus opleveren, een afzonderlijk ontwerp of verslag voor die gelijkstelling te maken? Het eenig voordeel ware een overdreven formalisme te bevredigen, doch daarentegen ware het een zeer erg bezwaar, onbepaald eene weldoende oplossing te vertragen, die met ongeduld wordt verbeid door eene talrijke klasse kleine loontrekkenden, wier fiskale toestand voorzeker ongeregeld is.

Laat ons niet de prooi loslaten voor de schaduw, zegde een onzer medeleden in de afdeeling. Laat ons dus niet, onder voorwendsel van formalisme, eenen weldoenden maatregel weigeren, wanneer de Regeering hem ons aanbiedt.

Op 't verhoogen van 't patent van beheerders en commissarissen van vennootschappen, — bijkomende en winstgevende betrekkingen, — is het redematig dezelfde regelen toe te passen als voor het belasten van winsten, die den aandeelhouders kunnen uitgedeeld worden. De grondslag van verdeling der twee belastingen is dezelfde, hij kan goed worden nagegaan, en de vennootschappen kunnen evenmin de jaarwedde verbergen, die hunne bestuurders op de winsten trekken, dan de winsten, hunnen aandeelhouders uitgedeeld en door de fiskale wet belast.

Eenen of anderen van die posten des bilans verbergen, ware eene schriftvervalsching, die onder de toepassing der strafwet zou vallen.

Roerende waarden. — Verleden jaar behandelde het verslag over de Begrooting van 's Lands Middelen die kiesche vraag, waarop de Regeering antwoordde : « dat zij zich zeer bezorgd toonde om het veelzijdig vraagstuk » der belasting op roerende waarden, en dat het op tijd en stond opgelost » zou worden ».

In afwachting is er eene belasting, die zonder bezwaar en onverwijld kan voorgesteld worden : dat is belasting der winsten van vreemde vennootschappen, die in België werken.

Er zijn, inderdaad, van die maatschappijen, welke onzen inlandschen mededinging aandoen en in ons land hare meeste winsten verwezenlijken, op deze winsten slechts eene onbeduidende belasting betalen, in verhouding tot diegene welke onze eigene vennootschappen treft. Die toestand verwekt billijke klachten.

Derhalve dringt de Middenafdeeling aan opdat de Regeering, volgens hare beloften, zoo spoedig mogelijk bij de Kamer een wetsontwerp indiene, naar luid waarvan vreemde vennootschappen patent zouden betalen zooals Belgische.

Artikelen 2 en 3 lokten geene aanmerking uit.

Artikel 4 bevredigt eenen wensch, tijdens de beraadslaging over de Begroeting van 's Lands Middelen voor 1901 uitgedrukt; ook werd het in al de afdeelingen gunstig onthaald.

Een lid der Middenafdeeling vestigde de aandacht der Regeering op de vraag of 't niet mogelijk ware kwijtschriestrechtheid op de akte tot het vaststellen van eene betaling in uitvoering van een contract, in te trekken of merkkelijk te verminderen, wanneer door dit contract zelf een evenredig recht werd betaald.

Suikerfabrieken. — Thans woedt eene pijnlijke crisis in de suikernijverheid. De prijs der suiker daalde lager dan ooit : van 22 of 23 frank per 100 kilo tot 18 frank. Levendige vrees ontstaat over de voorwaarden, waaronder de aanstaande overeenkomsten voor 't leveren van beetswortelen gesloten kunnen worden.

In de afdeelingen werd aan die vrees lucht gegeven. Er werden bedenkingen aangevoerd tegen den aanslag, welken de suikerfabrikanten verlangen te zien verminderen.

Het bedrag van den aanslag is eene omstandigheid, van belang voor beetswortelteelt, de suikerfabricatie en den handel in dat voortbrengsel. Derhalve is het te begrijpen dat de Regeering niet kan besluiten naderhand dien factor te wijzigen tot enkel voordeel der in de zaak betrokken partijen en het haar dus niet mogelijk is den aanslag voor het loopend dienstjaar te verlagen.

Voor het toekomend jaar is dat niet het geval, en de Middenafdeeling vestigt daarop de aandacht en al de bezorgdheid der Regeering. Eerlang houdt, zooals men weet, de suikerconferentie eenen nieuwen zitting. Doch van nu af is het onzeker of de belanghebbende landen zullen overeenkomen om de premiën — hoofdoorzaken van de overvoortbrenging — te verlagen.

Zelfs al kwam men daartoe overeen, dan kunnen de gevolgen daarvan niet opgenomen worden in de wet op de suiker, voor het werkingsjaar 1902-1903.

Dus in ons gevoelen dat er in elk geval maatregelen dienen genomen om

den toestand te verbeteren door middel van bepalingen die onmiddellijk van toepassing zijn en tot een enkel werkingsjaar beperkt.

Als een van de te nemen maatregelen, is de Middenafdeeling voor eenen geringeren aanslag in 't werkingsjaar 1902 1903, wel te verstaan derwijze dat de beetwortelplanters daaruit voordeel trekken.

Rechten op rivieren en vaarten. — Sedert jaren komt het vraagstuk der afschaffing van de vaartrechten geregeld terug in de verslagen over de Begrooting.

Wel is waar staan die rechten op bevaarbare wegen in verband met de uitgaven voor het bedienen der sluizen en andere waterwerken, en vertegenwoordigt de opbrengst van die lasten te nauwernood de kosten van den bestendigen dienst. Toch hoeft anderzijds bekend dat de schipperij weinig ruimte vindt om hare ontvangsten en uitgaven in evenwicht te brengen, en ook in aanmerking genomen dat voor de Belgische nijverheid goedkoop vervoer van aanzienlijk belang is.

Daarom meent de Middenafdeeling andermaal de bezorgdheid der Regeering voor die zaak te moeten inroepen.

Kunnen tegen afschaffing der rechten de uitgaven voor den dienst der scheepvaart en het evenwicht der Begrooting worden aangevoerd, toch gelieve de Regeering te erkennen dat de schipperij alleszins gerechtigd is toenemende verbetering onzer bevaarbare wateren te vragen en op te komen tegen uitzonderlijke gunsttarieven, welke, zonder wezenlijk belang voor nijverheid of spoorweg, ten voordeele van laatstgemelden een vervoer zou ontnemen dat de scheepvaart natuurlijk toekomt.

Tolrechten. — Eerlang worden onze handelsverdragen vernieuwd. De Hoogere Raad voor nijverheid en koophandel liet zich met de zaak in en bestudeerde ze grondig. Zijne verslagen en beraadslagingen werden bekend gemaakt, en die studiën hadden voor gevolg dat den 12ⁿ Juni 1901 den achtbaren Minister van Buitenlandsche zaken een schrijven werd toegestuurd, waaruit ik onderstaande inlichtingen overneem :

Eene commissie van vertegenwoordigers der tien groepen van den Hoogeren Raad stelde een geschreven en een mondeling onderzoek in.

Soms schijnen de verlangens en wenschen, in dat onderzoek uitgedrukt, tegenstrijdig, doch er volgt uit dat het hoofdpunt van alle regeling, hetzij door middel van verdrag of eenvoudige overeenkomst, is : overal gelijke behandeling als het meest begunstigde land te verzekeren.

Dit hoeft dus eene volstreekte bepaling te wezen. Alle gunst, vrijstelling, verlaging van invoerrechten, door de mogendheid met welke wij een verdrag sluiten, aan eene derde mogendheid verleend, dient onmiddellijk en onvoorwaardelijk tot Belgische voortbrengselen uitgestrekt.

Eene der tien groepen van den Hoogeren Raad dringt aan op het noodzakelijke, voor ons land, eerlijk eene politiek van handelsvrijheid te handhaven, doch vraagt dat van 't voordeel der bepaling van behandeling als het meest begunstigde land worden uitgesloten alle nijverheidsvoortbrengselen, die in hun land van herkomst fiskale voordeelen genieten als *ristorno* of uitvoer-

premiën, zoo mede voor België het vermogen om die voortbrengselen uit de bij de verdragen gevoegde tarieven weg te nemen.

Op dit bijzonder punt meent de Hoogere Raad de ernstige aandacht der Regeering te moeten vestigen.

Met het oog op herziening van de handelstarieven, werden door onderscheidene nijverheidstakken verzoekschriften aan de Regeering gestuurd.

Over sommige werd door de bestendige Commissie voor nijverheid verslag uitgebracht. De Afdeeling beveelt ze der welwillende bezorgdheid van de Regeering aan.

Vragen, aan de Regeering gesteld.

Een lid der Middenafdeeling verzocht dat onderstaande vragen aan de Regeering gesteld zouden worden :

1. Wat is de algemeene opbrengst van inlandschen brandewijn, tot hiertoe gedurende het dienstjaar 1901 opgenomen; welke hoeveelheden werden uitgevoerd; wat zullen de waarschijnlijke uitslagen op het einde van het dienstjaar zijn?

Men verlangt dat er rekening worde gehouden met het onderscheid tusschen landbouwstokerijen en die welke het niet zijn, en nijverheidsalcohol. Aan welke voortbrenging beantwoordt de raming der Begrooting voor 1902.

2. Wat waren, in 1901, de maandelijksche verschillen der speciën in staven; der vreemde waarden en der Belgische portefeuille, vergeleken met de veranderingen der discountaxe van de Nationale Bank?

3. Wat was, in 1901, de opbrengst der erfenisrechten, vergeleken met de raming der Begrooting?

4. Welke zijn de oorzaken van de vertraging voor het overleggen van het ontwerp van wet op de grondbelasting, aangekondigd voor het verloopende zittingsjaar, en van het ontwerp van wet op het inkomen van roerende waarden, sedert 20 December 1894 en den 13^e Februari 1895 aangekondigd?

Ziehier het antwoord, op twee vragen gegeven :

2^e VRAAG.

In de navolgende tabel werden opgenomen, volgens den toestand der Nationale Bank van België, wekelijks in het Belgisch *Staatsblad* afgekondigd, het bedrag op 't einde van iedere maand in 1901 en op 14^e dezer maand November :

A) Van de speciën en staven in kas;

B) Van de vreemde portefeuille;

C) Van de Belgische portefeuille,

vergeleken met de discontotaxe op dezelfde datums (aanvaarde wissels).

DATUMS.	SPECIEN EN STAVEN.	VREEMDE PORTEFEUILLE.	BELGISCHE PORTEFEUILLE.	DISCONTOTAXE.
31 Januari	109,277,516 74	147,047,673 78	381,432,163 16	4 % (sedert 8 Februari 1900).
28 Februari	108,229,655 62	137,958,201 72	355,325,869 15	5 1/2 % (sedert 9 Februari 1901)
28 Maart	109,503,160 40	159,043,762 11	329,955,846 88	Id.
25 April	109,273,417 38	160,638,752 36	322,279,574 05	Id.
30 Mei	109,037,444 52	158,897,961 41	323,824,745 37	Id.
27 Juni	109,937,343 75	164,174,622 14	319,173,627 84	5 % (sedert 15 Juni 1901).
25 Juli	111,499,523 14	165,506,791 12	351,813,628 97	Id.
29 Augustus	114,769,758 49	163,762,868 26	321,880,969 89	Id.
26 September	113,360,546 77	162,840,946 93	308,319,232 .	Id.
30 October	112,287,358 44	164,817,740 47	343,737,589 84	Id.
14 November	114,221,826 16	162,276,328 25	324,955,593 95	Id.

3^o VRAAG.

Voor de negen eerste maanden van 1901, geeft de vergelijking van de ontvangsten met de raming der Begrooting onderstaande uitslagen:

	Ontvangsten op 30 September	Raming der Begrooting (°/12).
1. Erfenisrechten fr.	12,249,320 »	12,825,000 »
2. Overdrachtsrechten op erfelingen in rechte linie	1,903,441 »	1,725,000 »
3. Rechten door overlevende echtelingen verschuldigd	296,027 »	240,000 »
	14,448,788 »	14,790,000 »

Min dan de raming : 341,212 frank.

In den loop der beraadslaging zal de achtbare Minister van Financiën op de twee overige vragen antwoorden.

Stemming in de Afdeelingen en de Middenafdeeling.

1^e afdeeling. — De Begrooting wordt in haar geheel goedgekeurd met vijf stemmen tegen vier.

2^e afdeeling. — De Begrooting wordt eenparig aangenomen.

3^e afdeeling. — De Begrooting wordt eenparig goedgekeurd.

4^e afdeeling. — De Begrooting wordt aangenomen met negen stemmen en twee onthoudingen.

5^e afdeeling. — De Begrooting wordt goedgekeurd met acht stemmen en eene onthouding.

6^e afdeeling. — De Begrooting wordt goedgekeurd met acht stemmen en eene onthouding.

De Middenafdeeling nam de Begrooting en het verslag aan met eenparige stemmen min ééne.

Zij heeft de eer de Kamer voor te stellen de Begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

